

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking op 16 juli 2009.

**Art. 15.** De Ministers worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 17 juli 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 2741

[C - 2009/27146]

**17 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — Attributions*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les attributions des Cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'Administration, éventuellement le secrétariat du ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Il y aura concertation continue entre le Cabinet ministériel et les responsables de l'Administration, des pararégionaux et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

§ 3. Une circulaire du Gouvernement wallon détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des Cabinets ministériels.

§ 4. Un règlement d'ordre intérieur applicable à tous les collaborateurs du cabinet ministériel modalise les règles de fonctionnement.

*Section 2. — Synergies avec le Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, définissent l'organisation et le lieu de travail des membres du personnel de leurs cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réductions des coûts de fonctionnement et d'économie d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un membre du personnel est imputée sur les crédits de subsistance du Cabinet qui prend en charge sa rémunération.

*Section 3. — Composition*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Cabinet d'un Ministre peut comporter 41 membres du personnel, 55,5 pour un Vice-Président et 68,25 pour le Ministre-Président.

Parmi les membres du personnel, le Cabinet d'un Ministre peut comporter :

- des membres de niveau 1;
- des collaborateurs de niveaux 2+, 2 ou 3.

Parmi les membres de niveau 1, le Cabinet d'un Ministre peut comporter un Chef de Cabinet et les Cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président, deux Chefs de Cabinet.

Les fonctions de Chef de Cabinet adjoint, secrétaire de Cabinet, conseiller et attaché sont exercées par les membres de niveau 1.

Les fonctions de secrétaire particulier et de comptable extraordinaire sont exercées par les collaborateurs ou les membres de niveau 1.

Le Cabinet d'un Ministre peut comporter au maximum 5 chauffeurs et les Cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président peuvent comporter au maximum 6 chauffeurs.

§ 2. Chaque Ministre peut transférer un ou plusieurs membres du personnel de son Cabinet et les moyens budgétaires y afférents vers un autre Cabinet ministériel. Copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président et au Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) visé à l'article 6 du présent arrêté.

§ 3. De plus, lorsque l'entretien de tous les locaux du Cabinet n'est pas confié à une firme privée, dans les limites budgétaires allouées au Cabinet, des agents chargés du nettoyage peuvent être recrutés en dehors du cadre autorisé, à raison d'un agent par dix locaux.

§ 4. Un membre du personnel du Cabinet peut être employé au domicile privé du Ministre.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque Cabinet, il peut y avoir, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 1 équivalent temps plein/an, réparti sur un ou plusieurs experts.

Ce nombre est porté à 1,5 équivalent temps plein/an pour les Vice-Présidents et à 2 équivalents temps plein/an, pour le Ministre-Président.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires de chaque Cabinet, il peut être procédé à l'engagement d'étudiants à raison de maximum 1 équivalent temps plein/an pendant les périodes autorisées en fonction de la réglementation applicable.

La rémunération des étudiants est fixée :

— à € 13.257,38 pour les titulaires, lors de leur entrée en fonction, du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé;

— à € 13.668,39 pour les titulaires, lors de leur entrée en fonction, du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier d'un montant de rémunération de € 13.668,39 est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés durant la période de référence.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le secrétaire du Gouvernement est nommé par le Gouvernement avec rang de Chef de Cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des Chefs de Cabinet du Ministre-Président.

§ 2. Il est assisté dans ses missions de 11 membres du personnel désignés par le Ministre-Président, dont :

- 5 membres de niveau 1;
- 6 collaborateurs de niveaux 2+, 2 ou 3.

§ 3. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation avec le service du Secrétaire du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les missions communes à tous les secrétariats de Cabinet sont mutualisées et confiée à une cellule spécifique dénommée « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets » (SePAC).

Ces missions sont spécifiées dans la circulaire visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3.

Etablie à Namur, elle fonctionne de manière autonome des Cabinets ministériels et est placée sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président.

§ 2. Le SePAC est composé de 13 membres du personnel nommés par le Gouvernement, dont :

- 3 membres de niveau 1, dont un assure la direction de la cellule;
- 10 collaborateurs de niveaux 2+, 2 ou 3.

Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, sur proposition du Ministre-Président, le Gouvernement peut désigner, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 0,5 équivalent temps plein/an, réparti sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

Un comptable ordinaire et un comptable extraordinaire sont désignés parmi le personnel visé au présent article. Les allocations et indemnités dont ils bénéficient sont identiques à celles allouées aux membres du personnel des Cabinets exerçant des fonctions analogues.

§ 3. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation avec la cellule spécifique dénommée « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets » (SePAC) du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 7.** Il ne peut être dérogé aux articles 3, 4, 5 et 6 sauf accord du Gouvernement.

#### Section 4. — Nominations et fonctionnement

**Art. 8.** Le Chef de Cabinet est nommé et démissionné par le Gouvernement. Les autres membres du personnel du Cabinet sont nommés et démissionnés par le Ministre concerné.

**Art. 9.** Les instructions, ordres de services et dossiers concernant les Services du Gouvernement, qui relèvent des attributions du Ministre, sont communiqués par le Chef de Cabinet.

A l'exception du secrétaire de Cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les membres du personnel du Cabinet ne peuvent traiter avec les Services du Gouvernement que par l'intermédiaire du Chef de Cabinet ou avec son autorisation.

*Section 5. — Allocations et indemnités*

**Art. 10.** Il est alloué aux membres du personnel des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation de Cabinet tenant lieu de traitement.

L'allocation tenant lieu de traitement est fixée :

- pour les Chefs de Cabinet, à un montant compris entre € 46.910,59 et € 66.115,99;
- pour les membres de niveau 1 à un montant compris entre € 21.112,38 et € 56.517,16;
- pour les collaborateurs et le personnel de nettoyage, à un montant compris entre € 13.257,38 et € 39.981,53;
- pour les experts, à un montant compris entre € 13.257,38 et € 66.115,99.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Il est accordé aux membres du personnel des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, détachés dans les Cabinets une allocation annuelle de Cabinet.

L'allocation annuelle de Cabinet est fixée :

- pour les Chefs de Cabinet, à un montant de € 8.507,09;
- pour les membres de niveau 1 à un montant compris entre € 3.402,84 et € 6.465,39;
- pour les collaborateurs à un montant compris entre € 2.381,99 et € 4.423,69.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le Ministre peut majorer ces allocations.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

**Art. 12.** Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le ministre peut majorer les allocations de Cabinet tenant lieu de traitement et les allocations de Cabinet visées aux articles 10 et 11.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

**Art. 13.** Peuvent être considérés comme membre de niveau 1 au sens du présent arrêté :

- les détenteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur obtenu au terme d'un deuxième cycle d'étude;
- les détenteurs d'une expérience jugée équivalente par le Ministre pour pouvoir exercer les fonctions liées à la qualité de membre de niveau 1 au sein du Cabinet.

**Art. 14.** Il est accordé aux chauffeurs des Cabinets des Ministres :

- 1° une allocation forfaitaire mensuelle de € 272,22;
- 2° une indemnité forfaitaire d'un montant de € 2.478,20 par an;
- 3° une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de € 49,58.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à € 476,38 pour le chauffeur personnel du ministre, le supplément de 204,17 € couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du ministre.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à € 374,30 pour le chauffeur du Chef de Cabinet, soit un supplément de € 102,08.

D'après les prestations accomplies, le ministre modifie l'attribution de ces suppléments et en opère la répartition entre plusieurs chauffeurs du Cabinet.

L'allocation de Cabinet prévue à l'article 11 et l'indemnité pour frais de séjour prévue à l'article 17 du présent arrêté ne leurs sont pas applicables.

**Art. 15.** Il est accordé au membre du personnel préposé à l'accueil du Cabinet une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée de € 49,58.

**Art. 16.** Les membres du personnel du Cabinet bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année, de chèques-repas et de toute autre allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

*Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel des Cabinets, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit eu égard aux fonctions exercées dans le Cabinet en qualité de :

- Chef de Cabinet et chef de Cabinet adjoint : € 1.812,45;
- conseiller et secrétaire de Cabinet : € 1.585,98;
- attaché, secrétaire particulier et comptable : € 1.359,48;
- collaborateurs : € 906,33.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 2. Les membres du personnel des services publics qui font partie d'un Cabinet ministériel et qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du Cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par la fonction que l'agent exerce au sein du Cabinet. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 3. Les membres du personnel des Cabinets ministériels peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation.

Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le Chef de Cabinet est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires du Cabinet, le ministre fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de son Cabinet qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an par bénéficiaire.

Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 3. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les frais de téléphone, de télécopie et d'Internet du Ministre sont pris en charge par le budget du Cabinet, sur la base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication des membres du personnel du Cabinet peuvent être portés à charge du Cabinet.

§ 3. Les modalités d'intervention dans les frais de communications de téléphonie fixe ou mobile, de télécopie et d'Internet sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

#### Section 7. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

**Art. 20.** Les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 11, 14, 15 et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12<sup>e</sup> du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

**Art. 21.** Les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 11, 14, 15, 16 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. La situation pécuniaire des membres du personnel du Cabinet qui, sans faire partie des Services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à une fondation d'utilité publique visée dans la loi du 27 juin 1921, à un organisme, un groupement ou à une association subventionnés par la Communauté française, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 11 ou l'allocation de Cabinet visée à l'article 14; lorsque l'employeur réclame le traitement, le ministre intéressé rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel des Cabinets, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculés conformément aux dispositions applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement prévue aux articles 10 et 14.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, augmentée de l'allocation de Cabinet, éventuellement majorée, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

§ 2. Le nombre des membres du personnel de Cabinet dont le traitement reste à charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Région wallonne, est limité à 3 pour un Ministre, 4 pour un Vice-Président et 5 pour un Ministre-Président.

#### Section 8. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

**Art. 23.** Le régime juridique des membres du personnel visés au présent arrêté est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agents nommés à titre définitif, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

**Art. 24.** Les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement wallon sont applicables aux membres du personnel des Cabinets ministériels du Gouvernement, à l'exception :

- des congés exceptionnels octroyés pour accomplir un stage dans un autre service public;
  - de la mise en disponibilité pour convenances personnelles;
  - du congé pour mission;
  - du congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental et des congés pour donner des soins palliatifs qui peuvent être octroyés pour une durée d'un mois, éventuellement renouvelable pour un mois;
  - de la semaine volontaire de quatre jours;
  - du départ anticipé à mi-temps,
- qui ne sont pas applicables aux membres du personnel visés à l'article 10 et aux experts visés aux articles 4 et 6.

## Section 9. — Fin de fonctions et indemnités de départ

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale ne sont pas considérés comme revenus de remplacement.

En ce qui concerne les Chefs de Cabinet, l'indemnité forfaitaire de départ peut être octroyée par le Gouvernement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1 du présent article, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au Cabinet, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein d'un Cabinet et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet et, s'il échet augmentée des allocations forfaitaires mensuelles dont question à l'article 14, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation de Cabinet.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. A la fin de leur désignation, les membres du personnel du Cabinet détachés des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, ou dont le contrat a été suspendu dans leur statut d'origine, qui quittent le Cabinet, bénéficient d'un congé de fin de Cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement proratisée en cas de prestation à temps partiel avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables. Il est octroyé par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur sollicitation du ministre qui leur a accordé démission de leurs fonctions.

§ 2. Si par suite des nécessités du service, ils n'ont pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leur fonction, il est octroyé aux experts visés aux articles 4 et 6 qui n'exercent pas leurs fonctions en cumul avec une autre activité professionnelle et, aux membres du personnel des Cabinets visés à l'article 10, qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 25, une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que, s'il échet, le montant de la majoration de l'allocation de Cabinet tenant lieu de traitement ou les allocations forfaitaires mensuelles visées à l'article 14 du présent arrêté.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés au Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets visé à l'article 6 du présent arrêté. Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du Cabinet.

## Section 10. — Fin de Cabinet

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès du Cabinet du Ministre-Président une cellule comptant 2 membres du personnel, dont un exerçant au maximum les fonctions de conseiller et un collaborateur par membre sortant du Gouvernement qui n'exerce plus de fonctions ministérielles, pour une période prenant cours à la date de sa démission, calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1<sup>er</sup> ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

§ 3. Si le membre du gouvernement sortant est également membre du Gouvernement de la Communauté française, le nombre maximum de personnes composant la cellule ne pourra excéder le nombre visé au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit est maintenue en service dans chacun des Cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes :

- le secrétaire de Cabinet et l'ordonnateur délégué;
- le comptable extraordinaire;
- le correspondant informatique et un collaborateur;
- un chauffeur.

§ 2. Les modalités de déclassement et de reprise-remise à établir entre les Cabinets ministériels en fin de législature ou en cas de remaniement ministériel sont fixées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

§ 3. Les Services du Gouvernement wallon sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseiller technique, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les Cabinets ministériels.

#### Section 11. — Plafond global des moyens de subsistance

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le plafond global des moyens de subsistance afférents aux rémunérations du personnel du Cabinet et autres frais liés au fonctionnement et aux investissements du Cabinet est fixé à € 58.140 an (indice 1,4859) par membre du personnel des Cabinets visés aux articles 3 et 5 du présent arrêté. Ce plafond est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation et peut être adapté en fonction des évolutions barémiques du personnel des Cabinets.

§ 2. L'achat de mobilier ainsi que l'inventaire des œuvres d'art sont réglés par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

§ 3. Pour tout achat supérieur à € 16.000 (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis.

§ 4. L'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis avant toute souscription d'un crédit-bail avec levée d'option d'achat.

#### Section 12. — Contrôle

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Préalablement à la finalisation de tous recrutements et détachements ou à toutes modifications administratives ou pécuniaires ultérieures, les Cabinets enverront une copie des projets d'arrêtés au Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC), chargé de vérifier, endéans les trois jours ouvrables, la conformité du libellé conformément aux dispositions du présent arrêté et de s'assurer que les moyens budgétaires disponibles sur les allocations de base dédiées aux traitements et indemnités du Cabinet sont suffisants pour permettre la prise en charge des dépenses y afférentes.

§ 2. Les Cabinets concernés enverront, par la suite, une copie conforme de chaque arrêté dûment daté au Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC), qui sollicitera le visa du secrétaire du Gouvernement chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels. Celui-ci visera et estampillera les arrêtés et les retournera au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, pourra procéder à la liquidation des rémunérations.

#### Section 13. — Dispositions finales

**Art. 31.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon est abrogé.

**Art. 32.** Le présent arrêté produit ses effets le 16 juillet 2009.

**Art. 33.** Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2741

[C - 2009/27146]

**17. JULI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des am 16. Juli 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Unerlässlichkeit, die Kontinuität der Tätigkeiten der ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung sicherzustellen;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

*Abschnitt 1 — Zuständigkeiten*

**Artikel 1 - § 1.** Die Zuständigkeiten der Kabinette der Minister werden folgendermaßen festgelegt: die Angelegenheiten, welche die allgemeine Politik der Regierung oder die parlamentarischen Arbeiten beeinflussen können, die Untersuchungen und Studien, durch welche die persönliche Arbeit der Minister erleichtert werden kann, das Vorlegen der Akten der Verwaltung, ggf. das Sekretariat des Ministers, der Empfang und das Öffnen seiner privaten Post, seine besondere Korrespondenz, die Anträge auf Audienz, die Presseschau.

§ 2. Es wird eine ununterbrochene Konzertierung zwischen dem ministeriellen Kabinett und den Verantwortlichen der Verwaltung, der pararegionalen und sonstigen öffentlichen Einrichtungen stattfinden, was die Vorbereitung und Durchführung der politischen Leitlinien betrifft.

§ 3. Die anzuwendenden Verfahren, insbesondere was die Verwaltung und Arbeitsweise der ministeriellen Kabinette angeht, werden in einem Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

§ 4. Eine allgemeine Dienstordnung, die auf alle Mitarbeiter des ministeriellen Kabinetts anwendbar ist, bestimmt die Regeln für die Arbeitsweise.

*Abschnitt 2 — Synergien mit der Regierung der Französischen Gemeinschaft*

**Art. 2 - § 1.** Zwecks einer optimalen Verwaltung der zu ihrer Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen legen die Minister, die gleichzeitig innerhalb der Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft tagen, die Organisation und den Arbeitsort der Personalmitglieder ihrer Kabinette fest.

§ 2. Um die Betriebskosten zu verringern und größenbedingte Kostenvorteile zu erreichen, bestimmen sie ebenfalls die Bedingungen für die Verwendung und die Verteilung der logistischen Mittel, über die sie verfügen.

§ 3. Die Haushaltslast der logistischen Mittel, die mit der Ausübung des Amtes eines Personalmitglieds verbunden ist, wird auf die Existenzmittel des Kabinetts, das seine Entlohnung übernimmt, angerechnet.

*Abschnitt 3 — Zusammensetzung*

**Art. 3 - § 1.** Das Kabinett eines Ministers kann sich aus 41 Mitgliedern, 55,5 Mitgliedern für einen Vizepräsidenten und 68,25 Mitgliedern für den Minister-Präsidenten zusammensetzen.

Unter den Personalmitgliedern kann das Kabinett eines Ministers

— Mitglieder der Stufe 1,

— Mitarbeiter der Stufen 2+, 2 oder 3,

umfassen.

Unter den Mitgliedern der Stufe 1 kann das Kabinett eines Ministers einen Kabinettschef umfassen; die Kabinette der Vizepräsidenten und des Minister-Präsidenten können zwei Kabinettschefs umfassen.

Das Amt eines beigeordneten Kabinettschefs, eines Kabinettssekretärs, eines Beraters und eines Attachés wird durch die Mitglieder der Stufe 1 ausgeübt.

Das Amt eines Privatsekretärs und eines außerordentlichen Rechnungsführers wird durch die Mitarbeiter oder die Mitglieder der Stufe 1 ausgeübt.

Das Kabinett eines Ministers kann höchstens 5 Fahrer und die Kabinette der Vizepräsidenten und des Minister-Präsidenten können höchstens 6 Fahrer umfassen.

§ 2. Jeder Minister kann ein bzw. mehrere Personalmitglieder seines Kabinetts und die damit verbundenen Haushaltsmittel einem anderen ministeriellen Kabinett übertragen. Abschrift des Übertragungserlasses wird dem Minister-Präsidenten und dem in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) übermittelt.

§ 3. Wenn die Reinigung der gesamten Räume des Kabinetts nicht einer Privatfirma anvertraut wird, können außerdem außerhalb des zugelassenen Stellenplans mit der Reinigung beauftragte Bedienstete angeworben werden. Die Anzahl dieser Bediensteten beträgt höchstens eine Person für jeweils zehn Räume.

§ 4. Ein Personalmitglied des Kabinetts kann am privaten Wohnsitz des Ministers angestellt werden.

**Art. 4 - § 1.** Im Rahmen der Haushaltsmittel eines jeden Kabinetts kann außerhalb des zugelassenen Stellenplans höchstens eine, auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Vollzeitereinheit pro Jahr beschäftigt werden.

Diese Anzahl wird für die Vizepräsidenten auf 1,5 Vollzeitereinheiten pro Jahr und für den Minister-Präsidenten auf 2 Vollzeitereinheiten pro Jahr erhöht.

**§ 2.** Im Rahmen der Haushaltsmittel eines jeden Kabinetts können während der gemäß der anwendbaren Regelung genehmigten Zeiträume Studenten eingestellt werden, wobei die Höchstzahl 1 Vollzeitäquivalent/Jahr beträgt.

Die Entlohnung der Studenten beträgt:

— € 13.257,38 für diejenigen, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der unteren Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen;

— € 13.668,39 für diejenigen, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der oberen Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen.

Die Anzahl Studenten, die auf eine Entlohnung in Höhe von € 13.668,39 Anspruch haben, ist auf höchstens 50 % der Gesamtanzahl Studenten beschränkt, die während des Bezugszeitraums eingestellt werden können.

**Art. 5 - § 1.** Der Sekretär der Regierung wird von der Regierung mit dem Dienstrang eines Kabinettschefs ernannt, in der Annahme, dass das Amt nicht durch einen der Kabinettschefs des Minister-Präsidenten ausgeübt wird.

**§ 2.** Er wird in seinen Aufgaben durch 11 vom Minister-Präsidenten bezeichnete Personalmitglieder unterstützt, von denen:

— 5 Mitglieder der Stufe 1;

— 6 Mitarbeiter der Stufen 2+, 2 oder 3.

**§ 3.** Ein Vereinbarungsprotokoll bestimmt die Zentralisierung der Tätigkeiten und die Synergien in Sachen Arbeitsweise und Organisation mit der Dienststelle des Sekretärs der Regierung der Französischen Gemeinschaft.

**Art. 6 - § 1.** Die gemeinsamen Aufgaben aller Kabinettssekretariate werden zusammengelegt und einer spezifischen Zelle, die "Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette" (SePAC) genannt wird, anvertraut.

Ihre Aufgaben werden im in Artikel 1, § 3 erwähnten Rundschreiben bestimmt.

Sie hat ihren Sitz in Namur, arbeitet unabhängig von den ministeriellen Kabinetten und wird unter die funktionelle Aufsicht des Minister-Präsidenten gestellt.

**§ 2.** Das "SePAC" setzt sich aus 13 von der Regierung ernannten Personalmitgliedern zusammen, von denen:

— 3 Mitglieder der Stufe 1, von denen eins die Direktion der Zelle wahrnimmt;

— 10 Mitarbeiter der Stufen 2+, 2 oder 3.

Im Rahmen der dem SePAC gewährten Haushaltsmittel und auf Vorschlag des Minister-Präsidenten kann die Regierung außerhalb des zugelassenen Stellenplans für punktuelle oder spezifische Aufträge höchstens 0,5 auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Vollzeitereinheit pro Jahr benennen. Ein ordentlicher Rechnungsführer und ein außerordentlicher Rechnungsführer werden unter dem in vorigem Artikel erwähnten Personal bestimmt. Die Zuwendungen und Vergütungen, auf die sie Anspruch haben, sind identisch mit denjenigen, die den Personalmitgliedern der Kabinette, die ähnliche Ämter ausüben, gewährt werden.

**§ 3.** Ein Vereinbarungsprotokoll bestimmt die Zentralisierung der Tätigkeiten und die Synergien in Sachen Arbeitsweise und Organisation mit der spezifischen Zelle der Regierung der Französischen Gemeinschaft, die "Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette" (SePAC) genannt wird.

**Art. 7 -** Von den Artikeln 3, 4, 5 und 6 kann nur mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten abgewichen werden.

#### *Abschnitt 4 — Ernennungen und Arbeitsweise*

**Art. 8 -** Der Kabinettschef wird von der Regierung ernannt und entlassen. Die anderen Personalmitglieder des Kabinetts werden vom betreffenden Minister ernannt und entlassen.

**Art. 9 -** Der Kabinettschef übermittelt die Vorschriften, Dienstanweisungen und Akten betreffend die Dienststellen der Regierung, die unter die Zuständigkeiten des Ministers fallen.

Die Personalmitglieder des Kabinetts können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit den Dienststellen der Regierung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs oder des delegierten Anweisungsbefugten, was die Ausübung der Zuständigkeiten ihres Amtes betrifft.

#### *Abschnitt 5 — Zuwendungen und Vergütungen*

**Art. 10 -** Es wird den Personalmitgliedern der Kabinette, die dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt.

Die als Gehalt geltende Zuwendung entspricht:

— für die Kabinettschefs einem Betrag zwischen € 46.910,59 und € 66.115,99;

— für die Mitglieder der Stufe 1 einem Betrag zwischen € 21.112,38 und € 56.517,16;

— für die Mitarbeiter und das Reinigungspersonal einem Betrag zwischen € 13.257,38 und € 39.981,53;

— für die Sachverständigen einem Betrag zwischen € 13.257,38 und € 66.115,99.

**Art. 11 - § 1.** Den Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen, die in die Kabinette entsandt werden, wird eine jährliche Kabinettszuwendung gewährt.

Die jährliche Kabinettszuwendung entspricht:

— für die Kabinettschefs einem Betrag in Höhe von € 8.507,09;

— für die Mitglieder der Stufe 1 einem Betrag zwischen € 3.402,84 und € 6.465,39;

— für die Mitarbeiter einem Betrag zwischen € 2.381,99 und € 4.423,69.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister berechtigt, diese Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck dem Kabinett erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.



§ 2 - Das Gehalt sowie die Essengutscheine der Beamten und der Vertragsbediensteten, die von den Dienststellen der Regierung abgeordnet sind, gehen weiterhin zu Lasten der Letzteren.

**Art. 12** - Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister berechtigt, die in Artikeln 10 und 11 erwähnten, als Gehalt geltenden Zuwendungen und Kabinettszuwendungen im Rahmen der dem Kabinett erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Die erteilten Abweichungen werden den Vizepräsidenten mitgeteilt.

**Art. 13** - Die folgenden Personen können als Mitglied der Stufe 1 im Sinne des vorliegenden Erlasses betrachtet werden:

- die Inhaber eines am Abschluss des zweiten Studienzyklus erhaltenen Diploms des Hochschulunterrichts;
- die Inhaber einer Erfahrung, die vom Minister als gleichwertig erachtet wird, um die mit der Eigenschaft eines Mitglieds der Stufe 1 verbundenen Ämter innerhalb des Kabinetts ausüben zu können.

**Art. 14** - Den Fahrern der Ministerkabinette wird Folgendes gewährt:

- 1° eine monatliche Pauschalzuwendung von € 272,22;
- 2° eine Pauschalvergütung in Höhe von € 2478,20 pro Jahr;
- 3° eine monatliche Pauschalzuwendung für gepflegte Kleidung von € 49,58.

Für den persönlichen Fahrer des Ministers wird die monatliche Pauschalzuwendung auf € 476,38 festgelegt, wobei der zusätzliche Betrag in Höhe von 204,17 € die zusätzlichen außergewöhnlichen Dienstleistungen deckt, zu denen die Dienstfahrten des Ministers Anlass geben.

Für den Fahrer des Kabinettschefs wird die monatliche Pauschalzuwendung auf höchstens € 374,30 gebracht, was einem zusätzlichen Betrag von 102,08 Euro entspricht.

Je nach den geleisteten Diensten ändert der Minister die Zuweisung dieser zusätzlichen Beträge und verteilt sie unter verschiedene Fahrer des Kabinetts.

Die in Artikel 11 vorgesehene Kabinettszuwendung und die im Artikel 17 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Vergütung für Aufenthaltskosten sind nicht auf sie anwendbar.

**Art. 15** - Dem mit dem Empfang im Kabinett beauftragten Personalmitglied wird eine monatliche Pauschalzuwendung für gepflegte Kleidung in Höhe von 49,58 Euro erteilt.

**Art. 16** - Die Personalmitglieder des Kabinetts erhalten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

#### *Abschnitt 6 — Verschiedene Kosten, Fahrzeugbenutzung*

**Art. 17** - § 1. Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den Personalmitgliedern der Kabinette anstelle der Essengutscheine gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird je nach den folgenden im Kabinett ausgeübten Ämtern wie folgt festgelegt:

- Kabinettschef und beigeordneter Kabinettschef: € 1.812,45
- Berater und Kabinettssekretär: € 1.585, 98
- Attaché, Privatsekretär und Rechnungsführer: € 1.359,48
- Mitarbeiter: € 906,33;

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

§ 2. Die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen, die einem ministeriellen Kabinett angehören und deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts des Kabinetts befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern. Die Klasse des Abonnements wird durch das Amt, das der Bedienstete innerhalb des Kabinetts ausübt, bestimmt. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass er in eine Abonnementsklasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 3. Die Mitglieder des Personals der ministeriellen Kabinette können ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, der der Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen Wohnsitz und Arbeitsplatz entspricht, unter Vorbehalt einer in diesem Fall von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden.

Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

**Art. 18** - § 1. Der Kabinettschef ist befugt, unter den Bedingungen, die für die Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung vorgesehen sind, seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstfahrten zu benutzen.

§ 2. Im Rahmen der Haushaltsmittel des Kabinetts bestimmt der Minister die individuelle Kilometerzahl, die den sonstigen Personalmitgliedern seines Kabinetts, die erlaubt werden können, unter den für die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu Dienstzwecken zu benutzen, jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12.000 km pro Jahr pro Berechtigten nicht überschreiten.

Die Rückzahlung kann nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung erfolgen, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten aus Dienstgründen stattgefunden haben, beigelegt werden.

§ 3. Die Modalitäten für die Anschaffung und die Benutzung der Amts- und Dienstfahrzeuge werden in dem in Art. 1, § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

**Art. 19** - § 1. Die Telefon-, Telefax- und Internetkosten des Ministers gehen auf Grund von Belegen zu Lasten des Kabinettsbudgets.

§ 2. Die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Personalmitglieder des Kabinetts können vom Kabinett übernommen werden.

§ 3. Die Modalitäten für die Beteiligung an den Kommunikationskosten für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet werden in dem in Art. 1, § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

#### *Abschnitt 7 — Allgemeine Bestimmungen bezüglich der Zuwendungen und Vergütungen*

**Art. 20** - Die in Artikeln 10, 11, 14 und 17 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12tel des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie nach den für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen in Dreißigsteln ausgezahlt.

— Die in den Artikeln 10, 11, 14, 15, 16 und 17 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

**Art. 21** - § 1. Die finanzielle Stellung der Personalmitglieder des Kabinetts, die, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Einrichtung, Gruppierung oder Vereinigung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

**Art. 22** - 1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in Artikel 11 vorgesehene, ggf. erhöhte Kabinettszuwendung oder die in Artikel 14 vorgesehene Kabinettszuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt der betroffene Minister der ursprünglichen Dienststelle die Besoldung des Personalmitglieds des Kabinetts, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäss den auf dieses Mitglied innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 11 anstelle eines Gehalts vorgesehene Kabinettszuwendung.

Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als die Besoldung im weiteren Sinne, die um die ggf. erhöhte Zuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

§ 2. Die Anzahl der Personalmitglieder des Kabinetts, deren Gehalt weiterhin zu Lasten einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer gemeinnützigen Einrichtung oder einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts geht und die unter die Zuständigkeiten der Wallonischen Regierung fallen, wird auf drei für einen Minister, vier für einen Vizepräsidenten und fünf für einen Minister-Präsidenten beschränkt.

#### *Abschnitt 8 — Rechtslage und sonstige statutmäßige Bestimmungen*

**Art. 23** - Die Rechtslage der im vorliegenden Erlass erwähnten Personalmitglieder ist statutarischer Art und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist nicht anwendbar. Wenn sie die Eigenschaft von endgültig ernannten Bediensteten nicht haben, sind sie jedoch dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates unterworfen.

**Art. 24** - Die Ordnungsbestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der statutarischen und Vertragspersonalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung finden Anwendung auf die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette der Regierung, mit Ausnahme:

- der außergewöhnlichen Urlaubstage zur Absolvierung einer Probezeit in einem öffentlichen Dienst;
- der Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;
- des Urlaubs zur Ausführung eines Dienstauftrags;
- des Urlaubs wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, mit Ausnahme des Elternurlaubs, des Urlaubs, um Palliativpflege zu leisten, der für eine Dauer von einem Monat gewährt werden kann, der ggf. für einen Monat erneuert werden kann;
- der freiwilligen Viertageweche;
- des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit,

die auf die in Artikel 10 erwähnten Personalmitglieder und auf die Artikel 4 und 6 erwähnten Sachverständigen nicht anwendbar sind.

#### *Abschnitt 9 — Ende des Amtes und Abgangsentschädigungen*

**Art. 25** - § 1. Der Minister kann den Personen, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben und kein berufliches Einkommen oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhesandspension erhalten, entsprechend den nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Sozialintegrationseinkommen werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

Was die Kabinettschefs betrifft, kann die Abgangsentschädigung durch die Regierung gewährt werden.

§ 2.1. Diese pauschale Abgangszuwendung beträgt:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs vollendeten Monaten;
- zwei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als sechs bis zwölf vollendeten Monaten;
- drei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwölf bis achtzehn vollendeten Monaten;

— vier Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als achtzehn bis vierundzwanzig vollendeten Monaten;

— höchstens fünf Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als vierundzwanzig Monaten.

§ 2.2. Für die Feststellung der in § 2.1 des vorliegenden Artikels erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett verbracht wurde, als dem Kabinett, von dem das Personalmitglied abhängt, insofern die Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Antritt des Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts nicht unterbrochen wurden.

§ 2.3. Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter ist verpflichtet, dem Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) unverzüglich alle erforderlichen Elemente bezüglich der Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Berechtigten zu übermitteln.

§ 3. Die Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Unbeschadet von § 1 besteht die Bedingung für deren Gewährung in dem monatlichen Einreichen durch den Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann der Minister denjenigen Personen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren, die Ämter in einem Kabinett ausgeübt haben, und deren einziges Einkommen in der Entlohnung besteht, die mit der Ausübung seit mindestens drei Monaten vor dem Ende des Amtes im Kabinett eines Mandats als Bürgermeister, Schöffe oder Präsident eines Sozialhilfeszentrums verbunden ist, oder die entweder ausschließlich Inhaber eines bzw. mehrerer Teilzeitämter im Privatsektor oder in einem von einer gesetzgebenden Gewalt abhängenden Dienst, in einer öffentlichen Dienststelle oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens oder Inhaber einer bzw. mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen verbundenen Renten zu Lasten der Staatskasse sind, oder Arbeitslosenunterstützung oder eine gesetzliche Vergütung aus der Versicherung gegen Krankheit und Invalidität oder bei Mutterschaft beziehen.

In diesen Fällen wird die Abgangszuwendung gemäß § 2.1 festgelegt und nach Gewichtung um den Gesamtbetrag verringert, der dem Betroffenen für die entsprechende Periode entweder als Vergütung für die Ausübung eines unvollständigen Amtes im öffentlichen oder privaten Sektor oder als Rente zu zahlen ist, je nachdem die Abgangszuwendung die Ausübung einer Vollzeit- oder Teilzeitleistung innerhalb eines Kabinetts betrifft. Auf jeden Fall wird die Abgangszuwendung um die Einkünfte, die auf einer Arbeitslosenunterstützung oder einer gesetzlichen Vergütung aus der Versicherung gegen Krankheit und Invalidität oder bei Mutterschaft beruhen, verringert.

§ 5. Der Bruttomonatsbetrag der Abgangszuwendung ist der indexierte Bruttomonatsbetrag der das Gehalt ersetzenden Kabinettszuwendung, einschließlich des Betrags der Erhöhung, die ggf. auf sie anwendbar gewesen wäre, erhöht ggf. um die in Artikel 14 erwähnten monatlichen Pauschalzuwendungen und um die Haushalts- oder Wohnsitzzulage. Dieser Betrag betrifft den letzten Monat der Tätigkeit, die diese Person während mindestens drei Monaten ausgeübt hat und wird aufgrund der Regelung gewichtet, die für die Leistungen des Berechtigten gilt, die für die Berechnung der besagten Kabinettszuwendung berücksichtigt werden.

§ 6. Den Personen, die freiwillig aus dem Amt treten oder wegen schwerer Verfehlung entlassen werden, wird keine Abgangszuwendung gewährt.

**Art. 26 - § 1.** Am Ende ihrer Benennung haben die Personalmitglieder des Kabinetts, die von den Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen abgeordnet wurden, oder deren Vertrag in ihrem ursprünglichen Statut unterbrochen wurde, und die das Kabinett verlassen, Anspruch auf einen Urlaub für Kabinettsende, der einem Werktag pro Monat der Abordnung entspricht, und der im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert wird, mit einer Mindestanzahl von drei Werktagen und einer Höchstanzahl von fünfzehn Werktagen. Dieser Urlaub wird durch die von der Funktion her zuständige Behörde, der die besagten Personalmitglieder unterstehen und auf Antrag des Ministers, der ihnen den Rücktritt von ihrem Amt gewährt hat, bewilligt.

§ 2. Wenn die in Art. 4 und 6 erwähnten Sachverständigen, die ihr Amt nicht gleichzeitig mit einer anderen Berufstätigkeit ausüben, und die in Artikel 10 erwähnten Personalmitglieder, die keinen Anspruch auf die in Artikel 25 vorgesehene Abgangszuwendung haben, infolge der Dienstanforderungen nicht die Möglichkeit hatten, vor der endgültigen Einstellung ihrer Tätigkeiten ihre gesamten Urlaubstage oder einen Teil davon zu nehmen, haben sie Anspruch auf eine Ausgleichszulage, deren Betrag ihrem letzten Lohn für die nicht genommenen Urlaubstage entspricht.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen ist das zu berücksichtigende Gehalt dasjenige, das für vollständige Leistungen auszus zahlen ist, einschließlich der Haushalts- und Wohnsitzzulage sowie ggf. des Betrags der Erhöhung der das Gehalt ersetzenden Kabinettszuwendung oder der in Artikel 14 des vorliegenden Erlasses erwähnten monatlichen Pauschalzuwendungen.

§ 3. Die Personalakten der Personalmitglieder, die die Kabinette verlassen, werden dem in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette. (SePAC) übergeben. Unter Personalakte versteht man die gesamten Unterlagen betreffend die in Ausführung der Verwaltungs- und Besoldungsverwaltung des Personalmitglieds des Kabinetts vorgenommenen Amtshandlungen.

#### *Abschnitt 10 — Ende des Kabinetts*

**Art. 27 - § 1.** Es wird beim Kabinett des Minister-Präsidenten eine Zelle gegründet, die 2 Personalmitglieder umfasst, von denen ein höchstens das Amt eines Beraters ausübendes Mitglied und ein Mitarbeiter pro aus dem Amt scheidendes Regierungsmitglied, das kein ministerielles Amt mehr ausübt, für einen Zeitraum, der ab dem Datum seiner Amtsniederlegung läuft und im Verhältnis zur Dauer des von der betroffenen Person ausgeübten ministeriellen Mandats berechnet wird, ohne dass er weniger als 1 Jahr und mehr als 5 Jahre betragen darf. Für die Bestimmung des Zeitraums wird die ununterbrochene Ausübung von ministeriellen Mandaten innerhalb einer oder mehrerer Regierungen berücksichtigt.

§ 2. Die Aufteilung der in § 1 festgelegten Ämter kann lediglich mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten geändert werden, ohne dass die höchstzulässige in Vollzeitäquivalenten berechnete Anzahl und die Stufe der Bediensteten überschritten werden dürfen.

Die erteilten Abweichungen werden den Vizepräsidenten mitgeteilt.

§ 3. Wenn das ausscheidende Mitglied der Regierung ebenfalls Mitglied der Regierung der Französischen Gemeinschaft ist, darf die Höchstanzahl der Personen, die die Zelle zusammensetzen, die in § 1 erwähnten Anzahl nicht überschreiten.

**Art. 28 - § 1.** Nach Ablauf einer Legislaturperiode oder bei einer ministeriellen Umbildung wird zur Gewährleistung einer harmonischen Übertragung der Befugnisse eine Zelle mit folgender Zusammensetzung in jedem ministeriellen Kabinett bis zu der Übergabe des Inventars und Rechnungslegung im Dienst erhalten:

- der Kabinettssekretär und der delegierte Anweisungsbefugte;
- der außerordentliche Rechnungsführer;
- der Korrespondent für Informatik und ein Mitarbeiter;
- ein Fahrer.

§ 2. Die Modalitäten für die Deklassifikation und die Übergabe-Übernahme zwischen ministeriellen Kabinetten am Ende einer Legislaturperiode oder im Falle einer ministeriellen Umbildung werden in dem in Art. 1, § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

§ 3. Die Dienststellen der Wallonischen Regierung sind als technische Berater damit beauftragt, den Ortsbefund der von den ministeriellen Kabinetten besetzten Örtlichkeiten vorzunehmen, und die dort notwendigen Arbeiten zu überwachen.

#### *Abschnitt 11 — Globaler Höchstbetrag der Existenzmittel*

**Art. 29 - § 1.** Der globale Höchstbetrag der Existenzmittel bezüglich der Entlohnungen des Personals des Kabinetts und der sonstigen mit dem Betrieb und den Investitionen des Kabinetts verbundenen Kosten ist auf € 58.140/Jahr (Index 1,4859) pro in den Artikeln 3 und 5 des vorliegenden Erlasses erwähntes Personalmitglied festgelegt. Dieser Höchstbetrag wird an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden, und kann aufgrund der Entwicklung der Tarif Tabellen des Personals der Kabinette angepasst werden.

§ 2. Der Ankauf von Mobiliar sowie die Anschaffung und das Verzeichnis der Kunstwerke werden in dem in Art. 1, § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

§ 3. Für jeden Ankauf in Höhe von mehr als € 16.000 (exkl. MwSt.) ist ein vorheriges Gutachten des bei dem Minister-Präsidenten akkreditierten Finanzinspektors erforderlich.

§ 4. Das vorherige Gutachten des beim Minister-Präsidenten akkreditierten Finanzinspektors ist vor jedem Abschluss eines Leasingvertrags mit Kaufoption erforderlich.

#### *Abschnitt 12 — Kontrolle*

**Art. 30 - § 1.** Vor der endgültigen Verwirklichung aller Anwerbungen und Abordnungen oder vor jeder späteren administrativen oder Gehaltsänderung richten die Kabinette eine Abschrift der Erlassentwürfe an das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC), das damit beauftragt wird, innerhalb von drei Werktagen die Konformität der Bezeichnung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zu überprüfen und sich zu vergewissern, dass die auf den Basiszuwendungen betreffend die Entlohnungen und Vergütungen des Kabinetts verfügbaren Haushaltsmittel genügend sind, um die entsprechenden Ausgaben zu übernehmen.

§ 2. Die betreffenden Kabinette richten danach eine gleichlautende und ordnungsgemäß datierte Abschrift eines jeden Erlasses an das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC), das den Sichtvermerk des Sekretärs der Regierung, der mit der Kontrolle der Zusammensetzung der ministeriellen Kabinette beauftragt ist, beantragen wird. Dieses versieht die verabschiedeten Erlasse mit einem Sichtvermerk, datiert sie, versieht sie mit einem Stempel und sendet sie an das SePAC zurück, das erst nach Erhalt der mit einem Sichtvermerk versehenen Erlasse die Auszahlung der Gehälter durchführen kann.

#### *Abschnitt 13 — Schlussbestimmungen*

**Art. 31 -** Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung wird aufgehoben.

**Art. 32 -** Der vorliegende Erlass wird am 16. Juli 2009 wirksam.

**Art. 33 -** Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2009

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Vizepräsident und Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Vizepräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2741

[C - 2009/27146]

**17 JULI 2009. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de bestuurlijke en budgetaire controle, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001, bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 en bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 2009;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit in de werking van de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering onverwijld gewaarborgd dient te worden;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

*Afdeling 1. — Bevoegdheden*

**Artikel 1.** § 1. De bevoegdheden van de ministeriële kabinetten zijn vastgelegd als volgt : de aangelegenheden die van invloed zouden kunnen zijn op het algemeen regeringsbeleid of de parlementaire werkzaamheden, het onderzoek en de studies die het persoonlijk werk van de ministers kunnen vereenvoudigen, de presentatie van de dossiers van het bestuur, eventueel het secretariaat van de minister, de ontvangst en het openen van diens persoonlijke briefwisseling, de particuliere briefwisseling, de verzoeken om een onderhoud, het persoverzicht.

§ 2. Er zal continu overleg gepleegd worden tussen het ministeriële kabinet en de verantwoordelijken van het bestuur, de paragewestelijke en andere overheidsinstellingen in verband met beleidsvoorbereiding en -uitvoering.

§ 3. Een omzendbrief van de Waalse Regering bepaalt en harmoniseert de toe te passen procedures, o.a. inzake het beheer en de werking van de ministeriële kabinetten.

§ 4. Een huishoudelijk reglement, dat op alle medewerkers van het ministerieel kabinet toepasselijk is, voorziet in de werkingsregels.

*Afdeling 2. — Samenwerkingsverbanden met de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 2.** § 1. Met het oog op een optimaal beheer van de menselijke hulpkrachten die hen ter beschikking gesteld worden, bepalen de Ministers die tegelijkertijd binnen de Regering van het Waalse Gewest en binnen de Regering van de Franse Gemeenschap zitting hebben, de organisatie en de werkplaats van de personeelsleden van hun kabinetten.

§ 2. Met het oog op besparingen van werkingskosten en schaaffecten, bepalen ze ook de voorwaarden voor het gebruik en de verdeling van de logistieke middelen waarover ze beschikken.

§ 3. De budgettaire last van de logistieke middelen i.v.m. de functie van een personeelslid wordt toegerekend op de onderhoudskredieten voor het kabinet dat zijn bezoldiging voor zijn rekening neemt.

*Afdeling 3. — Samenstelling*

**Art. 3.** § 1. Het kabinet van een minister mag bestaan uit 41 personeelsleden, 55,5 voor een Vice-President en 68,25 voor de Minister-President, waaronder :

— leden van niveau 1;

— medewerkers van niveau 2+, 2 of 3.

Onder de leden van niveau 1 kan het kabinet van een Minister één kabinetschef en de kabinetten van de Vice-President en van de Minister-President twee kabinetschefs tellen.

De functies van adjunct-kabinetschef, kabinetssecretaris, adviseur en attaché worden door de leden van niveau 1 uitgeoefend.

De functies van particulier secretaris en van buitengewoon rekenplichtige worden uitgeoefend door de medewerkers of de leden van niveau 1. Het kabinet van een Minister mag maximum 5 chauffeurs tellen en de kabinetten van de Vice-Presidenten en van de Minister-President maximum 6.

§ 2. Elke Minister kan één of meerdere personeelsleden van zijn kabinet samen met de desbetreffende begrotingsmiddelen overplaatsen naar het kabinet van een andere Minister. Een afschrift van het overplaatsingsbesluit wordt overgemaakt aan de Minister-President en aan het « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) » (Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden) bedoeld in artikel 6 van dit besluit.

§ 3. Als het onderhoud van de lokalen van het kabinet niet aan een particuliere firma toevertrouwd wordt, kunnen daartoe, binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet, personeelsleden buiten de toegestane personeelsformatie worden geworven naar rato van één personeelslid voor tien lokalen.

§ 4. Een personeelslid van het kabinet kan in dienst worden genomen in de privé-woning van de Minister.

**Art. 4.** § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet mag buiten de toegestane personeelsformatie maximum één voltijds equivalent/jaar in dienst genomen worden, verdeeld over één of meer deskundigen.

Dat aantal wordt op 1,5 voltijds equivalent/jaar voor de Vice-Presidenten en op 2 voltijds equivalent/jaar voor de Minister-President gebracht.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk kabinet mag gedurende de krachtens de geldende regelgeving toegestane periodes overgegaan worden tot de indienstneming van studenten naar rato van maximum 1 voltijds equivalent/jaar.

De bezoldiging van de studenten is vastgelegd als volgt :

— op € 13.257,38 voor de studenten die op de datum van hun indiensttreding houder zijn van het getuigschrift van het lager secundair onderwijs of van een hiermee gelijkgesteld diploma;

— op € 13.668,39 voor de studenten die op de datum van hun indiensttreding houder zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een hiermee gelijkgesteld diploma.

Het aantal studenten die in aanmerking kunnen komen voor het bezoldigingsbedrag van € 13.668,39 wordt beperkt tot maximum 50 % van het totaal aantal studenten die gedurende de referentieperiode geworven mogen worden.

**Art. 5.** § 1. De secretaris van de Regering wordt door de Regering met de rang van kabinetschef benoemd indien de functie niet uitgeoefend wordt door één van de kabinetschefs van de Minister-President.

§ 2. Hij wordt in zijn opdrachten bijgestaan door 11 personeelsleden die door de Minister-President aangewezen worden, namelijk :

— 5 leden van niveau 1;

— 6 medewerkers van niveau 2+, 2 of 3.

§ 3. De centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de dienst van de Secretaris van de Regering van de Franse Gemeenschap liggen vast in een akkoordprotocol.

**Art. 6.** § 1. De aan alle kabinetssecretariaten gemeenschappelijke opdrachten worden onder elkaar verdeeld en toevertrouwd aan een specifieke cel, met name het « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) ».

Die opdrachten worden nader bepaald in de omzendbrief bedoeld in artikel 1, § 3.

Voorname cel is gevestigd in Namen. Ze werkt los van de ministeriële kabinetten en staat onder het functionele gezag van de Minister-President.

§ 2. De « SePAC » is samengesteld uit 13 personeelsleden die door de Regering benoemd worden, namelijk :

— 3 leden van niveau 1, waarvan één de directie van de cel waarneemt;

— 10 medewerkers van niveau 2+, 2 of 3.

Binnen de perken van de aan de « SEPAC » toegekende begrotingskredieten kan de Regering op voorstel van de Minister-President buiten de toegestane personeelsformatie hoogstens 0,5 voltijds equivalent/jaar aanwijzen, verdeeld onder één of meerdere deskundigen voor punctuele of specifieke opdrachten.

Een gewoon en een buitengewoon rekenplichtige worden aangewezen onder het personeel bedoeld in het eerste lid. Ze genieten dezelfde toelagen en vergoedingen als de personeelsleden van de kabinetten die gelijkwaardige functies uitoefenen.

§ 3. De centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de specifieke cel « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) » van de Regering van de Franse Gemeenschap liggen vast in een akkoordprotocol.

**Art. 7.** Er mag niet afgeweken worden van de artikelen 3, 4, 5 en 6, behalve met de instemming van de Regering.

#### *Afdeling 4. — Benoemingen en werking*

**Art. 8.** De kabinetschef wordt door de Regering benoemd en ontslagen. De andere personeelsleden van het kabinet worden door de betrokken Minister benoemd en ontslagen.

**Art. 9.** De onder de bevoegdheden van de Minister ressorterende instructies, dienstorders en dossiers betreffende de Diensten van de Regering worden door de kabinetschef meegedeeld.

De personeelsleden van het kabinet mogen slechts door toedoen of met de toestemming van de kabinetschef met de Regeringsdiensten handelen, met uitzondering van de kabinetssecretaris of van de gemachtigde ordonnateur in de uitoefening van hun functionele bevoegdheden.

#### *Afdeling 5. — Toelagen en vergoedingen*

**Art. 10.** Aan de personeelsleden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten of, meer algemeen, van elke openbare dienst, wordt een als wedde geldende kabinetstoelage verleend.

De als wedde geldende toelage bedraagt :

— voor de kabinetschefs, tussen € 46.910,59 en € 66.115,99;

— voor de leden van niveau 1, tussen € 21.112,38 en € 56.517,16;

— voor de medewerkers en het reinigingspersoneel, tussen € 13.257,38 en € 39.981,53;

— voor de deskundigen, tussen € 13.257,38 en € 66.115,99.

**Art. 11.** § 1. De naar de kabinetten gedetacheerde personeelsleden van de Regeringsdiensten of, meer algemeen, van elke openbare dienst genieten een jaarlijkse kabinetstoelage.

De jaarlijkse kabinetstoelage bedraagt :

- voor de kabinetschefs, € 8.507,09;
- voor de leden van niveau 1, tussen € 3.402,84 en € 6.465,39;
- voor de medewerkers, tussen € 2.381,99 en € 4.423,69.

Bij gemotiveerde beslissing kunnen die toelagen met de toestemming van de Minister-President door de Minister worden verhoogd binnen de perken van de daartoe toegestane begrotingskredieten.

§ 2. De bezoldiging, alsook de maaltijdcheques van de gedetacheerde ambtenaren en contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten, blijven voor rekening van deze diensten.

**Art. 12.** Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister met de toestemming van de Minister-President en binnen de perken van de aan het Kabinet toegekende begrotingskredieten de als wedde geldende kabinetstoelagen en de kabinetstoelagen waarvan sprake in de artikelen 10 en 11 verhogen.

De Vice-Presidenten worden in kennis gesteld van de verleende afwijkingen.

**Art. 13.** In de zin van dit besluit kunnen als lid van niveau 1 beschouwd worden :

- de houders van een diploma van het hoger onderwijs verkregen na afloop van een tweede studiecycclus;
- degenen die het bewijs leveren van een ervaring die de Minister gelijkwaardig acht om de functies van een lid van niveau 1 te kunnen uitoefenen binnen een kabinet.

**Art. 14.** De chauffeurs van de kabinetten van de Ministers genieten :

- 1° een maandelijks forfaitaire toelage van € 272,22;
- 2° een forfaitaire vergoeding van € 2.478,20 per jaar;
- 3° een maandelijks forfaitaire vergoeding voor verzorgde kleding van € 49,58.

De maandelijks forfaitaire toelage wordt verhoogd tot € 476,38 voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij de toeslag van 204,17 € de bijkomende uitzonderlijke dienstverstrekingen dekt die te wijten zijn aan de verplaatsingen van de Minister.

De maandelijks forfaitaire toelage kan maximum € 374,30 bedragen voor de chauffeur van de kabinetschef, m.a.w. een toeslag van € 102,08.

Al naar gelang van de verstrekte diensten wijzigt de Minister de toekenning van die toeslagen en verdeelt hij ze onder verschillende kabinetschauffeurs.

De kabinetstoelage bedoeld in artikel 11 en de verblijfskostenvergoeding bedoeld in artikel 17 van dit besluit zijn niet van toepassing op hen.

**Art. 15.** Er wordt een maandelijks forfaitaire vergoeding van € 49,58 voor verzorgde kleding toegekend aan het personeelslid aangesteld bij de onthaaldienst van het kabinet.

**Art. 16.** De personeelsleden van het kabinet hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

#### *Afdeling 6. — Diverse onkosten, wagengebruik*

**Art. 17.** § 1. De personeelsleden van de kabinetten kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfskostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgelegd naar gelang van de functies die binnen het kabinet uitgeoefend worden in de hoedanigheid van :

- kabinetschef, adjunct-kabinetschef : € 1.812,45;- adviseur en kabinetssecretaris : € 1.585,98;- attaché, privé-secretaris en rekenplichtige : € 1.359,48; medewerkers : € 906,33.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiséerd in geval van deeltijdse dienstverstreking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens dertig kalenderdagen afwezigheid.

§ 2. De personeelsleden van de openbare diensten die deel uitmaken van een ministerieel kabinet en van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van het kabinet liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de betrokken Minister en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt in het kabinet. Die maatregel mag niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 3. De personeelsleden van de ministeriële kabinetten kunnen afwijkingshalve aanspraak maken op een financiële tegenwaarde die gelijk is aan de werkgeversbijdrage in de kosten van het openbaar vervoer tussen woon- en werkplaats, voor zover de betrokken Minister in dat geval een bijzondere machtiging aflevert waarin de redenen van de afwijking vermeld staan.

Die financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

**Art. 18.** § 1. De kabinetschef mag voor zijn dienstverplaatsingen zijn persoonlijk voertuig gebruiken onder de voorwaarden waarin voorzien wordt voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet, bepaalt de Minister het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van zijn kabinet die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijk motorvoertuig in het belang van de dienst te gebruiken onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12.000 km per jaar per begunstigde.

De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldverklaringsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken die de verplaatsingen om dienstredenen bevestigen.

§ 3. De modaliteiten voor de aankoop en het gebruik van de ambts- en dienstvoertuigen liggen vast in de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

**Art. 19.** § 1. De telefoon-, fax- en internetkosten van de Minister worden door de begroting van het kabinet ten laste genomen op basis van bewijsstukken.

§ 2. De abonnementskosten inzake vaste en mobiele telefonie, fax en internet en de communicatiekosten van de personeelsleden van het kabinet kunnen ten laste van het kabinet gedragen worden.

§ 3. De modaliteiten voor de tussenkomst in de gesprekskosten over het vaste en draadloze telefoonnet, fax en internet liggen vast in de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

#### *Afdeling 7. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen*

**Art. 20.** De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 10, 11, 14, 15 en 17 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12e van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald, onder de voorwaarden waarin voorzien is voor het personeel van de Regeringsdiensten.

**Art. 21.** De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 10, 11, 14, 15, 16 en 17 worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

**Art. 22.** § 1. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het kabinet die zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten ressorteren onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere overheidsdienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een stichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een instelling, groepering of vereniging gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op basis van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een inrichting van het gesubsidieerd onderwijs wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever aanvaardt om de wedde verder uit te betalen, ontvangt betrokkene de in artikel 11 bedoelde kabinetstoelage, eventueel verhoogd, of de kabinetstoelage bedoeld in artikel 14; wanneer de werkgever de wedde opeist, betaalt betrokken Minister het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen, terug aan de dienst van herkomst;

2° wanneer de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt betrokkene de in de artikelen 10 en 14 bedoelde kabinetsvergoeding die als wedde geldt.

Die vergoeding mag evenwel noch groter noch kleiner zijn dan de wedde, in ruime zin, verhoogd met de kabinetsvergoeding, eventueel verhoogd, die betrokkene zou ontvangen indien hij zou vallen onder het toepassingsgebied van de bepalingen bedoeld in punt 1°.

§ 2. Het aantal personeelsleden van het kabinet van wie de bezoldiging voor rekening blijft van een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen, wordt beperkt tot 3 voor een Minister, 4 voor een Vice-President en 5 voor een Minister-President.

#### *Afdeling 8. — Rechtsstelsel en andere statutaire bepalingen*

**Art. 23.** Het rechtsstelsel van de in dit besluit bedoelde personeelsleden is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Wanneer ze niet de hoedanigheid van vastbenoemd personeelslid hebben, zijn ze echter onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

**Art. 24.** De reglementaire bepalingen inzake verlof en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering zijn toepasselijk op de personeelsleden van de ministeriële kabinetten van de Regering, met uitzondering van :

- het buitengewoon verlof toegekend om stage te lopen in een andere overheidsdienst;
- de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen;
- het zendingsverlof;

— het verlof wegens loopbaanonderbreking, met uitzondering van het ouderlijk verlof en het verlof om palliatieve verzorging te verlenen, die toegekend kunnen worden voor de duur van een maand, die eventueel verlengd kan worden met een maand;

- de vrijwillige vierdagenweek;
- het vervroegde halftijds vertrek,

die niet toepasselijk zijn op de personeelsleden bedoeld in artikel 10, noch op de deskundigen bedoeld in de artikelen 4 en 6.

#### *Afdeling 9. — Ambtsneerlegging en vertrektoelagen*

**Art. 25.** § 1. De Minister kan onder de hierna vermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die een kabinetsfunctie hebben uitgeoefend en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toegekend bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

Wat de kabinetshoofden betreft, mag de vertrektoelage door de Regering verleend worden.



§ 2.1. Deze forfaitaire toelage wordt toegekend naar rato van :

- een maand toelage voor een onafgebroken activiteitsperiode van drie tot zes volle maanden;
- twee maanden toelage voor een onafgebroken activiteitsperiode van meer dan zes maanden tot twaalf volle maanden;
- drie maanden toelage voor een onafgebroken activiteitsperiode van meer dan twaalf maanden tot achttien volle maanden;
- drie maanden toelage voor een onafgebroken activiteitsperiode van meer dan achttien maanden tot vierentwintig volle maanden;
- maximum vijf maanden toelage voor een onafgebroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 2.2. Voor de berekening van de in § 2.1. van dit artikel bedoelde onafgebroken activiteitsperiodes wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander ministerieel kabinet dan dat waarvan het personeelslid deel uitmaakt, voor zover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen een ministerieel kabinet.

§ 2.3. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde moet het « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets » voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 3. De vertrektoelage wordt in maandelijkse bedragen toegekend. § 3. Onverminderd § 1 wordt de vertrektoelage in maandelijkse schijven uitbetaald voor zover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in § 4 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die kabinetsfuncties hebben uitgeoefend en wier inkomens enkel bestaan uit de bezoldiging verbonden met de uitoefening sinds minstens drie maanden voor de neerlegging van de kabinetsfuncties van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of die hetzij uitsluitend één of meer deeltijdse functies vervullen bij een dienst die onder een wetgevende overheid ressorteert, een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist genieten die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen ontvangen.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2.1. en verminderd, na weging, met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige functies in de privé of openbare sector of als pensioen naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse dienstverstrekking binnen een kabinet en, in elk geval, met de inkomsten van een werkloosheidsuitkering of met wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen.

§ 5. Het maandelijkse brutobedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de als wedde geldende kabinetstoelage, met inbegrip van het bedrag van de verhoging waarvan ze het voorwerp had kunnen uitmaken, desgevallend verhoogd met de maandelijkse forfaitaire toelagen bedoeld in artikel 14, met de hard- of standplaatstoelage betreffende de laatste maand van de activiteit die betrokken persoon heeft uitgeoefend tijdens minstens drie maanden, gewogen volgens de prestatierегeling van de begunstigde die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van genoemde kabinetstoelage.

§ 6. De personen die hun ambt vrijwillig neerleggen of aan wier functies een einde gemaakt wordt wegens een ernstige fout, komen niet in aanmerking voor de vertrektoelage.

**Art. 26.** § 1. Aan het einde van hun aanwijzing genieten de personeelsleden van het kabinet die van de Regeringsdiensten of, meer algemeen, van elke overheidsdienst gedetacheerd zijn, of van wie het contract in hun oorspronkelijk statuut is opgeschort en die het kabinet verlaten een eindekabinetsverlof naar rato van een werkdag per maand geproratiseerde detachering in geval van deeltijdse prestatie, met een minimum van drie en een maximum van vijftien werkdagen. Het wordt toegekend door de functionele overheid waaronder ze ressorteren, op verzoek van de Minister die hen ontslag uit hun functies heeft toegekend.

§ 2. Als ze wegens de behoeften van de dienst hun jaarlijk vakantieverlof niet geheel of gedeeltelijk hebben kunnen opnemen voor hun ambt definitief beëindigd is, krijgen de in de artikelen 4 en 6 bedoelde deskundigen die hun functies niet cumuleren met een andere beroepsactiviteit en de in artikel 10 bedoelde personeelsleden van de kabinetten die niet in aanmerking komen voor de forfaitaire vertrektoelage bedoeld in artikel 25 een compenserende toelage waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste wedde betreffende de niet opgenomen verlofdagen.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de wedde die verschuldigd is voor volledige prestaties in aanmerking genomen, eventueel met inbegrip van de hard- of standplaatstoelage, alsook in voorkomend geval het bedrag van de verhoging van de als wedde geldende kabinetstoelage of de maandelijkse forfaitaire toelagen bedoeld in artikel 15 van dit besluit.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de kabinetten verlaten, worden overgenomen door het in artikel 6 van dit besluit bedoelde « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets ». Onder individueel dossier wordt verstaan de stukken betreffende de handelingen verricht ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van het personeelslid van het kabinet.

#### *Afdeling 10. — Einde kabinet*

**Art. 27.** § 1. Binnen het kabinet van de Minister-President wordt een cel opgericht die uit 2 leden bestaat, namelijk een lid dat hoogstens de functies van adviseur uitoefent en een medewerker per uittredend Regeringslid dat geen ministeriële functies meer uitoefent, gedurende een periode die ingaat op de datum van zijn ontslag, berekend naar rato van de duur van het door betrokkene uitgeoefend ministerieel mandaat. Die duur bedraagt minstens een jaar en hoogstens vijf jaar. De ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten in één of meerdere Regeringen wordt in overweging genomen voor de berekening van die periode.

§ 2. De verdeling van de in § 1 vastgestelde functies mag enkel worden gewijzigd met de toestemming van de Minister-President; het in voltijds equivalent berekende maximumaantal en het niveau van de personeelsleden mogen echter niet worden overschreden.

De Vice-Presidenten worden in kennis gesteld van de verleende afwijkingen.

§ 3. Indien het lid van de uittredende Regering ook lid is van de Regering van de Franse Gemeenschap, mag het maximumaantal personen waaruit de cel bestaat niet hoger zijn dan het aantal bedoeld in § 1.

**Art. 28. § 1.** Aan het einde van een legislatuur of bij een ministeriële wijziging zal, met het oog op een harmonische overdracht van bevoegdheden, in elk ministerieel kabinet een cel in dienst worden gehouden tot de boedelbeschrijving of de aflegging van de rekeningen. Die cel is samengesteld uit :

- de kabinetssecretaris en de afgevaardigde ordonnateur;
- de buitengewoon rekenplichtige;
- de contactpersoon informatica en een medewerker;
- een chauffeur.

§ 2. De modaliteiten inzake declassering en overname-overgave die tussen de ministeriële kabinetten vast te leggen zijn aan het einde van de legislatuur of bij ministeriële herschikking worden bepaald bij de in artikel 1, § 3, van dit besluit bedoelde omzendbrief van de Waalse Regering.

§ 3. De diensten van de Waalse Regering maken de plaatsbeschrijving op in hoedanigheid van technisch adviseur en zien toe op de werkzaamheden die uit te voeren zijn in de lokalen waar de ministeriële kabinetten gevestigd zijn.

#### *Afdeling 11. — Maximumbedragen van de bestaansmiddelen*

**Art. 29. § 1.** Het globale maximumbedrag van de bestaansmiddelen die betrekking hebben op de bezoldigingen van het personeel van het kabinet en andere kosten gebonden aan de werking en aan de investeringen van het kabinet wordt vastgelegd op 58.140 €/jaar (indexcijfer 1,4859) per personeelslid van de kabinetten bedoeld in de artikelen 3 en 5 van dit besluit. Dat maximumbedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen en kan aangepast worden aan de loonschaalontwikkelingen van het personeel van de kabinetten.

§ 2. De aankoop van meubilair alsook de inventaris van kunstwerken worden bij de in artikel 1, § 3, van dit besluit bedoelde omzendbrief van de Waalse Regering.

§ 3. Voor elke aankoop boven € 16.000 (excl. BTW) wordt vooraf het advies van de bij de Minister-President geaccrediteerde Inspecteur van Financiën geëist.

§ 4. Het advies van de bij de Minister-President geaccrediteerde Inspecteur van Financiën wordt vereist vóór elke inschrijving van leasing met lichting van de aankoopoptie.

#### *Afdeling 12. — Toezicht*

**Art. 30. § 1.** Voor de finalisering van alle wervingen en detacheringen of voor alle latere administratieve of geldelijke wijzigingen sturen de kabinetten een afschrift van de ontwerp-besluiten aan het « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) » dat binnen drie werkdagen zal nagaan of de bewoording aan de bepalingen van dit besluit voldoet en of de begrotingsmiddelen die beschikbaar zijn op de voor de wedden en vergoedingen van het kabinet bestemde basisallocaties volstaan om de desbetreffende uitgaven ten laste te kunnen nemen.

§ 2. De betrokken kabinetten zullen later een eensluidend afschrift van elk behoorlijk gedateerd besluit sturen aan het « Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC) », dat zal verzoeken om het visum van de secretaris van de Regering, die belast is met de controle op de samenstelling van de ministeriële kabinetten. Laatstgenoemde viseert en stempelt de besluiten af en zendt ze door naar de « SePAC », die de bezoldigingen pas na ontvangst van de geviseerde besluiten zal uitbetalen.

#### *Afdeling 13. — Slotbepalingen*

**Art. 31.** Het besluit van de Waalse regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering wordt opgeheven.

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking op 16 juli 2009.

**Art. 33.** De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN